

## L'éthique du terroir : un nouveau rapport au territoire et à la société

Rosalie Rainville\*

**Résumé :** *Depuis une dizaine d'années au Québec, l'engouement social pour le « terroir » est manifeste dans bon nombre de régions. À partir d'un travail mené dans la municipalité régionale de comté (MRC) Antoine-Labelle, cet article entend montrer que le terroir, pour les acteurs terroir-istes interrogés, renvoie à une éthique sociale, c'est-à-dire qu'il réfère non seulement à des savoir-faire originaux et à des productions localisées, mais aussi à des valeurs et à un certain bien-vivre sur un territoire. À travers des valeurs telles que l'autonomie, la solidarité et la convivialité, la conscience écologique et l'éducation, cette « éthique du terroir » redessine aujourd'hui dans les Hautes-Laurentides les rapports sociaux et les liens au territoire dans un contexte de transition régionale.*

**Mots-clés :** *Éthique, terroir, bien-vivre, agriculture, alimentation, Québec*

Les gens du commun sont, de par leurs modes de vie et leurs visions du monde, une chance exceptionnelle pour réussir la transition écologique et sociale. Et pas d'abord parce qu'ils n'auraient pas la possibilité de consommer autant qu'ils le voudraient, faute de ressources financières suffisantes, mais parce qu'ils trouvent dans leur propre culture de quoi résister aux diktats du « toujours plus », que ce soit en matière de travail ou de consommation

Paul Ariès, 2015

---

\* Rosalie Rainville est titulaire d'une maîtrise en sociologie de l'Université de Montréal. Elle poursuit actuellement ses études au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Ses recherches portent sur les nouvelles initiatives agricoles et alimentaires liées au terroir au Québec.

## Introduction

Depuis une dizaine d'années au Québec, l'engouement social pour le «terroir» est manifeste dans bon nombre de régions. La multiplication des produits du terroir, la valorisation du travail des artisans du terroir ainsi que l'accroissement des coopératives, marchés et routes du terroir témoignent de ce phénomène de société. À partir d'une réflexion sociologique, cet article porte sur les initiatives agricoles et alimentaires liées au terroir sous l'angle éthique des pratiques et des valeurs sociales et les enjeux éthiques des territoires. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur les résultats de nos recherches amorcées en 2014 au sein de la municipalité régionale de comté (MRC) Antoine-Labelle, dans la région des Hautes-Laurentides au Québec, c'est-à-dire l'enquête sociologique menée à l'été 2014 et à l'hiver 2015 auprès d'une diversité d'acteurs terroir-istes pionniers d'un renouveau régional<sup>1</sup>. En effet, s'engageant dans des voies nouvelles et alternatives autant en agriculture que dans le domaine alimentaire, des agriculteurs, des artisans et des chefs-restaurateurs chargés d'initiatives liées au terroir dans les Hautes-Laurentides mettent aujourd'hui en marche une réflexion quant aux projets, valeurs et pratiques favorables pour l'avenir de leur territoire.

Pour éclairer ces transformations sociales et culturelles régionales, nous mobiliserons le concept de «terroir» au sens où l'entend le sociologue Jean-Pierre Poulain, soit «l'originalité d'un art de vivre né de l'interaction entre un groupe humain, sa culture et le biotope dans lequel l'histoire l'a placé» (Poulain, 2012, p. 623).

---

<sup>1</sup> Par acteurs terroir-istes pionniers d'un renouveau régional, nous entendons des hommes et des femmes qui pensent et qui mettent en acte sur leur territoire des initiatives agricoles et alimentaires liées à la notion de «terroir». Ces terroir-istes mettent ainsi souvent en marche des initiatives nouvelles ou alternatives à ce qui se fait plus couramment dans leur région et plus largement dans leur secteur d'activités. Par exemple, des agriculteurs qui établissent des vergers dans une région qui n'en compte pas ou peu et qui expérimentent des cultivars d'arbres fruitiers et noisetiers les mieux adaptés au climat local. Ou encore, des producteurs de lait ou de viandes qui mettent leurs troupeaux aux pâturages pour travailler un goût ou une typicité particulière sur le produit transformé, comme des laits fermiers ou des viandes vieillies.

Cette définition culturaliste de la notion de terroir se distingue des approches courantes sur le sujet. Dans la littérature académique, la notion de terroir renvoie en effet plus généralement au développement durable et territorial et à l'innovation locale et sociale (Bellemare et Klein, 2011; Klein et Roy, 2013; Hinrichs, 2014; Fortin et Handfield, 2016; Klein *et al.*, 2016; Mundler et Rouchier, 2016), aux produits alimentaires distinctifs ou de niches et aux appellations réservées (Bérard et Marchenay, 2004; Chazoule et Lambert, 2011; Delfosse, 2011) ou encore aux patrimoines matériels et immatériels (Genest, 2001; Lardellier, 2011; Csergo, 2016; Paquette *et al.*, 2018). L'approche sociologique que nous adoptons vise davantage à réfléchir de manière compréhensive et critique le terroir au prisme des transformations sociales liées à de nouvelles éthiques culturelles dans les mondes agricoles et alimentaires (Deléage, 2013a et 2013b; Allaire et Daviron, 2017; Létourneau et Pigeon, 2018; Bernstein, 2019; Doidy et Gateau, 2019; Pineaud, 2019). À partir des témoignages recueillis dans notre enquête, nous verrons que le « terroir » se présente, pour nombre des acteurs interrogés, comme l'une des avenues privilégiées d'une réappropriation territoriale et d'une transition collective de leur milieu régional.

Notre enquête de terrain repose essentiellement sur des entretiens semi-dirigés et des observations sociologiques réalisées en 2014 et 2015 lors de deux séjours d'un mois dans la région des Hautes-Laurentides. Plus précisément, nous avons réalisé des entretiens à structure ouverte d'environ une heure avec 17 acteurs engagés dans la mise en place ou la consolidation de projets liés au terroir (6 producteurs, 3 artisans, 5 chefs-restaurateurs et 3 acteurs de la gouvernance régionale et du développement touristique). Les personnes ont été recrutées parce qu'elles exerçaient des activités liées au terroir et, plus largement, en fonction de leur engagement dans la vie agricole et alimentaire régionale. Nous avons ainsi ciblé différents acteurs qui revendiquent le terroir des Hautes-Laurentides en utilisant le terme lui-même pour définir leurs activités ou qui mettent en valeur la nature, l'environnement, la culture, l'agriculture, l'alimentation et l'histoire régionale. Nous les avons questionnés sur leurs expériences vécues (histoire personnelle et familiale et histoire de leurs activités), leurs pratiques agricoles et productions alimentaires (produits et savoir-faire) ainsi

que sur leurs représentations de l'alimentation, de l'agriculture et du terroir dans leur région (mode de vie, défis et opportunités pour l'avenir). Lors du traitement des données, et au regard des thèmes abordés dans les entretiens, nous avons cherché à mettre en lumière les valeurs mises de l'avant par les acteurs dans leurs activités terroir-istes. Notre analyse de discours repose ainsi sur l'exploration et la reconstruction « d'univers de sens » (Dubar, 2006; Demazière, 2007; Olivier de Sardan, 2008; Paillé et Mucchielli, 2016) propres aux acteurs interrogés et en lien avec leurs initiatives liées au terroir.

Cet article entend montrer que le terroir renvoie à une éthique sociale, c'est-à-dire qu'il réfère non seulement à des actes et à des savoir-faire signifiants pour ceux qui les appliquent, mais aussi à des valeurs, des principes et à un certain savoir-vivre sur un territoire. À travers des productions agricoles et alimentaires liées au terroir, ce sont en effet des pratiques et des valeurs qui redessinent les rapports sociaux et les liens historiques au territoire, ce que nous appellerons une « éthique du terroir ». Dans un premier temps, nous verrons que l'émergence d'un terroir régional dans les Hautes-Laurentides s'est consolidée dans un contexte de transition territoriale. Nous présenterons le contexte régional qui a fait naître ce « goût du terroir » et montrerons quelques initiatives terroir-istes pionnières dans la région. Dans un deuxième temps, nous exposerons les différentes valeurs constitutives de l'éthique du terroir selon les acteurs interrogés. Cette éthique s'articule autour des valeurs d'autonomie, de solidarité et de convivialité, de conscience écologique et d'éducation.

## **1. L'émergence d'initiatives liées au terroir dans un région en transition**

Comme plusieurs autres régions rurales québécoises éloignées des grands centres urbains, la région des Hautes-Laurentides au Québec est aujourd'hui confrontée à d'importantes transformations sociales (Renard, 2002; Jean, 2010 et 2012; Simard, 2011) liées en particulier à la « crise forestière » (Asselin, 2007). Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, avec l'entreprise de *colonisation du nord* (Dussault, 1983) et jusqu'en 2005 environ (MERN, 2006), l'exploitation forestière et la transformation du bois ont constitué la principale assise

économique régionale, suivie par l'agriculture et le tourisme (Centre local de développement Antoine-Labelle, 2011). En raison notamment d'un contexte nord-américain défavorable à l'ensemble de l'industrie forestière canadienne, la crise économique de 2008, dont les effets ont débuté en 2006, s'est abattue durement sur le milieu forestier des Hautes-Laurentides avec comme conséquences des pertes massives d'emplois bien rémunérés, une hausse importante du taux de chômage régional, l'exode des hauts salariés et des jeunes et, enfin, une difficulté à replacer sur le marché du travail les travailleurs vieillissants et souvent peu scolarisés de l'industrie du bois (Service de l'aménagement du territoire de la municipalité régionale de comté Antoine-Labelle, 2013). La dévitalisation sociale, culturelle et matérielle induite par la « crise forestière » dans les Hautes-Laurentides a poussé les acteurs de la région à reconsidérer en profondeur les voies possibles et souhaitables pour redynamiser et « bien vivre » à nouveau dans la région. Ces transformations et ces réflexions ont mené la communauté régionale à repenser son rapport au milieu autant naturel que culturel.

En réponse, entre autres, aux limites du modèle productiviste et industriel tant forestier qu'agricole (IRIS et Tremblay-Pépin, 2015; Nantel, 2015), plusieurs habitants des Hautes-Laurentides ont en effet montré l'importance d'investiguer d'autres manières d'habiter le territoire et de créer un espace régional marqué par des pratiques culturelles et alimentaires originales et durables. Face à ce constat de crise sociale dans la région, et pour trouver une direction plus signifiante que celles proposées par le modèle d'exploitation extractiviste tourné vers l'exportation (Bednik, 2016), des acteurs évoquent en effet la nécessité d'effectuer une transition et d'œuvrer en faveur d'une alternative à la désindustrialisation forestière régionale. Les habitants des Hautes-Laurentides ont ainsi exploré diverses pistes pour mettre en œuvre une forme de résilience collective<sup>2</sup>. La « résilience par le terroir » (Rainville, 2016), c'est-à-dire par la

---

<sup>2</sup> Avec Jonathan Durand-Folco, nous définissons la résilience comme « la capacité de rebondir de manière créative après un choc ou une importante perturbation (psychique, collective ou écosystémique) afin de retrouver [...] un nouvel équilibre viable » (2015, p.51).

valorisation de productions agricoles et de produits alimentaires ancrés dans un territoire et issus de savoir-faire locaux, ne s'est toutefois pas présentée comme l'unique voie d'avenir. Initialement, les pouvoirs publics régionaux ont également exploré les perspectives qu'offrait l'implantation d'industries minières, mais celles-ci n'ont pas eu la faveur d'une grande partie des habitants. Par exemple, Céline, une acéricultrice et propriétaire d'une cabane à sucre, montre son opposition au projet d'implanter une mine dans un village voisin :

Ils avaient le projet d'en ouvrir une à Sainte-Véronique dans le village à côté. Mais comme ben d'autres, ça ne me faisait pas triper parce que ce n'est pas du long terme. Tsé, des mines, c'est du court terme, c'est dix ans. Quand ils ont tout arraché ce qu'on a, ils s'en retournent les poches ben pleines, pis tous les employés, ils perdent leur job pis le paysage est gâché. Tsé, ce n'est pas le meilleur business pour nous. On ne voulait pas ça ici. (Céline, acéricultrice)

Ce sont les activités liées au *terroir*, visant à valoriser la typicité de terres agricoles et forestières des Hautes-Laurentides et à développer des savoir-faire régionaux, qui se sont peu à peu présentées comme une avenue désirable de résilience et de transition. Nombre d'habitants ont fait part de l'importance d'entreprendre des projets qui, en plus d'engendrer des revenus, soient source de fierté régionale et de lien social dans la communauté. De plus, certains d'entre eux ont insisté sur le fait que le territoire des Hautes-Laurentides offre des potentiels agronomiques intéressants pour la transition biologique, qui est cœur de la définition d'un terroir régional :

Dans la région des Hautes-Laurentides, l'agriculture a longtemps été l'affaire des producteurs de lait et de bovins. Ce faisant, les terres des Hautes-Laurentides sont particulières, elles ne portent pas l'héritage des cultures intensives (pas de vestiges d'intrants chimiques) ce qui en fait des terres à bon potentiel pour l'agriculture biologique. En l'espace de deux ans, les producteurs sont en mesure d'opérer une transition agricole, passant d'une agriculture dite conventionnelle à l'obtention de la certification biologique. [...] Tout l'automne 2007, ça été la consultation,

la mobilisation des forces locales pour voir qu'est-ce qu'on pourrait développer dans les Hautes-Laurentides. C'est là qu'on a ciblé les grandes cultures de céréales pour la consommation humaine en régie biologique. Ça, ça été la production de terroir à développer qui correspondait à notre réalité de terre abandonnée, mais de bonne qualité. (Tristan, agronome et producteur de céréales biologiques)

Diverses initiatives agricoles et alimentaires liées au terroir ont ainsi vu le jour dans la région, notamment la *Coopérative Bio Grain des Hautes-Laurentides*, créée en 2011 dans le cadre des laboratoires ruraux (MAMOT, 2010), et la *Coopérative de solidarité des éleveurs des Hautes-Laurentides*, créée en 2014. Dans le premier cas, il s'agit d'un regroupement d'une dizaine de producteurs de la MRC Antoine-Labelle qui, en s'associant, cultivent des grains biologiques pour la consommation humaine et animale sur un territoire régional de plus de 1000 hectares. Dans l'autre cas, le regroupement d'une trentaine de producteurs et d'éleveurs permet le rachat et la relance d'un abattoir de proximité situé à Ferme-Neuve, essentiel pour la traçabilité et la mise en valeur des viandes locales. Également, la valorisation de jardins communautaires et solidaires comme *Cultiver pour nourrir* (2012) à Mont-Laurier et le *Jardin du citoyen à Rivière-rouge* (2015), la création de marchés publics tels que le *Marché de la Ferme à Ferme-neuve* (2013) ainsi que l'élaboration de paniers alimentaires locaux comme le fait le *Marché grandeur nature à Kiamika* (2014) s'inscrivent dans cet engouement régional pour le terroir qui valorise des savoir-faire et un art de vivre particulier lié à l'agriculture et à l'alimentation. Sans compter qu'au tournant des années 2010, une multitude d'initiatives individuelles terroir-istes naissent sur le territoire des Hautes-Laurentides portant notamment sur la recherche, la création et la mise en valeur de produits régionaux (miels, hydromels, fromages et crèmes de laiteries régionales, viandes d'agneaux, de bœufs, de volailles, de wapitis et de canards, bières artisanales, farines, céréales, ail, champignons, petits fruits, épices, etc.) et de savoir-faire locaux (productions biologiques, principes de l'agroforesterie, de l'agroécologie et de la permaculture, gastronomie forestière et nordique, bistro et pub de terroir, etc.). De ces nouvelles initiatives se construisent de nouvelles manières

d'habiter, de manger et de s'approprier collectivement le milieu et le territoire des Hautes-Laurentides.

Comme nous l'avons observé lors de notre présence sur le terrain et dans le discours des personnes interrogées, une certaine «économie de terroir» (Vachon, 2011) ou une «économie morale des terroirs» (Boulianne, 2010) s'est mise en branle dans la région, c'est-à-dire une logique «d'appropriation» entre une communauté d'acteurs, un territoire délimité et des savoir-faire localisés qui font émerger des spécificités régionales et culturelles. À travers la création d'un *terroir régional*, certains acteurs interrogés nous expliquent qu'ils ont cherché à se *réapproprier* non seulement le territoire et ses ressources forestières et agricoles, mais aussi l'espoir d'un avenir meilleur. Par la définition et la construction d'un *terroir*, les acteurs des Hautes-Laurentides ont ainsi cherché à recommencer à «vivre» et à «bien vivre» dans leur milieu. Ainsi, par la constitution et la mise en valeur de son *terroir*, la communauté régionale repense avec de nouvelles bases éthiques son «vivre de», c'est-à-dire pour la philosophe Corinne Pelluchon (2015), les manières de sentir le monde, d'être-avec-le-monde et d'être-avec-les-autres. Aujourd'hui, dans la région des Hautes-Laurentides, les représentations de ces «nourritures existentielles» se redéfinissent et se reconstruisent. Par «nourritures existentielles», nous entendons :

les nourritures dont nous vivons et dont nous avons besoin, le milieu dans lequel nous baignons et tout ce que nous nous procurons, la manière dont nous nous le procurons, nos échanges, les circuits de distribution, les techniques qui conditionnent nos déplacements, nos habitations, nos œuvres, mais aussi les écosystèmes (Pelluchon, 2015, p.18).

En définitive, une «éthique du terroir» se met actuellement en place dans la région. En plus des produits du terroir en eux-mêmes et des savoir-faire particuliers qui y sont liés, le terroir, comme nous allons maintenant le voir, est aussi considéré par plusieurs de ces acteurs comme une éthique porteuse de valeurs sociales émancipatrices, telles que l'autonomie, la solidarité et la convivialité, la conscience écologique et l'éducation.

## 2. L'éthique du terroir et ses valeurs sociales

Ce projet terroir-iste dans les Hautes-Laurentides au Québec repose en effet sur une réflexion en ce qui a trait fondamentalement aux valeurs et aux conditions sociales, économiques, politiques, environnementales et culturelles du « bien-vivre » entendu comme une alternative de civilisation (Ariès, 2012; Santos, 2016), une aspiration à vivre autrement (Rosa et Henning, 2018), en *résonance* avec le monde qui nous entoure (Rosa, 2018), ou encore « pour imaginer d'autres mondes » (Acosta, 2014). Plus que de renvoyer à des produits, à des labels et à de simples possibilités de développement économique, les acteurs interrogés montrent que la constitution d'un *terroir* est aussi un projet de société porteur de valeurs sociales, culturelles et environnementales à travers lesquelles plusieurs membres de la communauté se reconnaissent et se réapproprient leur milieu. Au-delà d'une compréhension économiciste et utilitariste du *terroir*, ils montrent une compréhension englobante, sensible, vivante et éthique du *terroir*.

### a. L'autonomie

Comme première valeur forte portée par des acteurs terroir-iste dans les Hautes-Laurentides, nous retrouvons l'autonomie. Dans sa définition large, et dans l'esprit du philosophe Cornelius Castoriadis, l'autonomie renvoie à la possibilité de se donner à soi-même, individuellement et collectivement, ses propres lois (Castoriadis et Cohn-Bendit, 2014). Pour plusieurs acteurs interrogés, le « terroir » est l'un des lieux privilégiés pour renforcer leur *autonomie*, autant individuelle que collective. Dans le projet de la construction et de la définition d'un terroir régional, ils montrent en effet leur capacité à créer (Sinaï *et al.*, 2015) et à mettre en œuvre des projets qu'ils considèrent désirables et *valant la peine* et ce, comme ils le disent, au regard d'un certain « apprentissage de vécu », d'une « complémentarité d'activités », d'une certaine « indépendance » et « autosuffisance ». Par une logique de terroir plus attentive aux spécificités des milieux humain et naturel, quelques acteurs expriment l'idée de reprendre du pouvoir dans le dessein de leur communauté tout en se réappropriant leurs moyens de production et pour se protéger contre « les aléas du marché » :

Il n'y a peut-être pas besoin de se dire, on veut développer à fond une industrie comme c'était le cas avant. Voilà, c'est peut-être plein de petites choses, le tourisme, l'agriculture responsable, les produits distinctifs. Justement, ça augmente la résilience par rapport à des crises. Comme ça, il y aurait toujours quelque chose qui marche dans la région, on ne se serait plus aussi dépendant des aléas du marché. (Laurent, artisan)

Moi pis ma blonde, on a une terre. Pas une ferme, mais ça fait quarante ans qu'on vit au Nord, à Sainte-Anne-du-Lac pis on a fait des jardins, des serres. On peut appeler ça une ferme de subsistance. On fait nos légumes pour l'année. Avant, on faisait notre viande aussi, mais maintenant, on est plutôt végétarien. On a développé beaucoup de trucs. C'est tout un apprentissage de vécu. Ouais, toute cette indépendance fait mon bonheur. (Denis, agriculteur et militant écologiste)

Dans l'extrait suivant, une éleveuse ovine et un agriculteur expliquent que le système agricole productiviste les dépossède en quelque sorte de leur capacité d'«être autonome». Ils affirment plutôt leur désir de pouvoir «choisir», «d'être cohérents», de «réapprendre» pour ainsi avoir la possibilité de favoriser des «logiques alternatives» et retrouver un certain pouvoir décisionnel dans leurs activités :

C'était devenu une logique de rendement. Il y avait une logique de productivité qui est rentrée. Pis une logique aussi, pas juste de productivité, mais de rentabilité dans le sens qu'il fallait choisir les races productives, maternelles, avec des béliers qui allaient faire un agneau qui allait profiter. Tsé, qui allait faire de la viande rapidement. Là, tu te dis, ça élimine plein de races intéressantes, anciennes qui n'ont plus leur logique là-dedans. Je me suis demandé : «Moi, je veux-tu embarquer là-dedans?» Pis finalement, ma réponse, ça a été non. Je me suis dit, j'aime mieux faire de la vente directe, faire comme je veux pis choisir une race rustique qui est plus petite, qui ne «fit» pas du tout dans la logique marchande

de l'agneau lourd. Ça en prend des petits comme ça qui font à leur tête. (Alice, éleveuse d'ovins)

Il faut réapprendre les savoir-faire liés à la production et à la transformation des aliments. (Tristan, agronome et producteur céréalier)

## **b. La solidarité et la convivialité**

Le *terroir* suscite également de l'espoir pour la reconstruction du lien social et du *bien-vivre* dans les Hautes-Laurentides en mettant en œuvre de nouvelles manières de vivre plus solidaires et une collectivité active. À cet égard, plusieurs acteurs interrogés mentionnent que pour «exister», le *terroir* dépend d'un projet de société, et particulièrement d'une forme de solidarité dans l'organisation et le mode de fonctionnement de la collectivité. En un sens, ils soulignent l'importance de la valeur de la convivialité au sens où l'entend le philosophe Ivan Illich, c'est-à-dire «l'inverse de la productivité industrielle» (Illich, 1973 cité par Caillé *et al.*, 2018). Comme le mentionne Laurent, un artisan du miel dans les Hautes-Laurentides, constituer des produits et un *terroir* avec une signature biologique nécessite un genre de vie en collectif, des obligations disciplinaires et limitatives ainsi que des pratiques réciproques entre voisins et collaborateurs. D'après lui, le *terroir* est une manière de «faire communauté» en participant à une forme de solidarité sociale :

Le défi pour nous, c'est d'être capable de maintenir notre certification bio. Donc là, ça ne dépend pas juste de nous. Ça dépend vraiment de toute l'agriculture et des agriculteurs dans la région. Ça dépend de l'esprit de communauté. (Laurent, artisan)

Avec le projet de *faire terroir* dans les Hautes-Laurentides, un «nous collectif» paraît en effet se redessiner autour de socialités conviviales telles que l'accueil, l'entraide, la réciprocité, le don, la solidarité et la convivialité (Caillé *et al.*, 2011; Ariès, 2012; Caillé, 2013). À cet égard, d'autres producteurs et agriculteurs mentionnent l'importance de «s'impliquer», de «s'aider», de «donner», de se «prêter du matériel» dans un «esprit de communauté» :

On va continuer de collaborer. On se prête des outils, on se prête des machines. Ouais, ça, ça va continuer. [...] Je trouve ça normal de s'entraider pis de se prêter des machines. (Alice, éleveuse d'ovins)

De nos jardins, on donne beaucoup à Ferme-Neuve, au comptoir alimentaire de Ferme-Neuve. C'est notre chouchou. On passe là tous les matins, comme ça, on amène toujours une boîte de laitues, ce qu'on a de trop. Ça fait partie de notre philosophie. Il faut s'entraider moi je dis. [...] Je pense qu'il faut tous être communautaire. Ce n'est pas une région riche. C'est comme ça, si on s'en ligne tous chacun pour soi, ben on va tous crever. [...] Tandis qu'en étant communautaire, on arrive à tirer notre épingle du jeu beaucoup mieux. (Denis, agriculteur et militant écologiste)

En tant que matrice de sens et de lien social, les initiatives agricoles et alimentaires liées au terroir permettent aussi aux acteurs «de positiver sur le produit car ils savent qui a fait ce produit, ils mangent le terroir, le mode de vie, la personne qui a fait le produit, ils construisent une relation positive à l'aliment» (Fumey, 2010, p. 112). Notre analyse montre cependant qu'une culture de terroir ne se résume pas qu'à l'exploitation d'occasions économiques, entrepreneuriales et touristiques, mais semble aussi être un mode de vie qui réhabilite le projet social du «vivre ensemble» et du «vivre-là». En effet, sans se dissocier de la vie économique faisant partie de tout projet social, la logique de terroir dont nous parlent les acteurs appelle également à une certaine économie des communs qui met en valeur l'action collective et le partage des biens et des ressources (Ostrom, 2010). Plutôt que de viser le profit et la rentabilité individuelle en étant en compétition les uns contre les autres, Stéphane, un chef-restaurateur montre en plus l'importance de raisonner en termes de «collaboration», de «reconnaissance» de la qualité des aliments et du travail des collègues-artisans :

Oui, nos collaborateurs apparaissent sur le menu. Il y a de nouveaux produits locaux qu'on va insérer. On en ajoute parce qu'il y a des gens qui veulent collaborer, qui veulent participer quand ils voient que ça va de mieux en mieux.

Tsé, l'idée c'est de travailler comme ça, en collaboration parce qu'il n'y en a pas beaucoup des restaurateurs qui font ça. [...] C'est important que les artisans qui font ça apparaissent à la carte, pour les remercier de leur bon travail. (Stéphane, chef-restaurateur)

### **c. La conscience écologique**

Une autre valeur importante portée par le terroir est celle de la conscience écologique, qui structure de plus en plus le « mode d'habiter » en région rurale (Mathieu, 2014) autour de thèmes comme la durabilité et la soutenabilité. Dans l'esprit du géographe et philosophe Augustin Berque, la conscience écologique renvoie à la compréhension « des rapports entre les organismes (y compris humains) et son environnement (y compris social : mœurs, institutions, etc.) [...] Il s'agit plus fondamentalement de concevoir les liens de l'être humain avec les choses qui l'entourent (Berque, 2010, p. 172 et 246). Au regard du discours des acteurs, une éthique de l'environnement ou encore une éthique de la terre (Leopold, 2014) « qui élargit les frontières de la communauté de manière à y inclure le sol, l'eau, les plantes et les animaux ou, collectivement, la terre » (Pigeon, 2018, p. 147) est en effet partie prenante de la volonté de *faire terroir* dans la région. Dans la mesure où le terroir permet de mieux concevoir les liens d'interdépendance de l'être humain avec le milieu physique et l'écosystème qui l'entourent, certains acteurs évoquent l'idée d'être « attentifs » aux relations au territoire, à la nature, au sol et à la biodiversité. Janie, une maraîchère, parle de ses pratiques en évoquant l'idée de « faire attention », de ne « pas déranger », de « protéger » :

De plus en plus, les producteurs veulent faire attention, ils veulent semer des engrais verts. Des cultures qui vont redynamiser le sol. On souhaite moins déranger le milieu, garder les micro-organismes en place, protéger, ne pas tout défaire la nature. (Janie, maraîchère)

D'autres acteurs, dans l'esprit des principes de l'écologie profonde du philosophe norvégien Arne Naess (2008), expliquent être conscients de « faire partie d'un écosystème », d'une « humanité partagée ». Certains disent par exemple être sensibles au respect du

«vivant», des «sols» de la «vie» et de la «biodiversité» dont l'humain fait partie. Enfin, dans l'esprit d'une «justice intergénérationnelle» (Pigeon, 2018), du «principe responsabilité» (Jonas 2013 [1979]) et plus largement d'une «éthique de la vie» (Larrère et Pommier, 2013), quelques-uns souhaitent protéger la nature, certes pour eux-mêmes, mais aussi pour la nature elle-même et pour les générations futures :

Moi, ce que j'aime, c'est beaucoup plus protéger le territoire pour nous-mêmes, pis pour la biodiversité elle-même. [...] C'est une roue qui tourne, moi je fais juste m'y insérer sans dégâts. (Denis, agriculteur et militant écologiste)

J'adore travailler sur la terre, aménager l'espace, planter des arbres. [...] J'essaie le plus possible de vivre en symbiose avec le milieu sans le dégrader. [...] Je souhaite avoir un impact positif. Je me sens comme responsable de l'occupation de la terre que je fais ici. (Tristan, producteur céréalier)

C'est pour les enfants que je fais tout ça de cette façon-là [agriculture biologique]. Pour qu'ils puissent en profiter et à leur tour, en faire profiter leurs enfants et ainsi de suite. (Martin, agriculteur, acériculteur et boucher)

La conscience écologique se manifeste aussi par la volonté de valoriser la richesse du milieu naturel qui fait la typicité des produits de terroir. En cela, les acteurs du terroir sont sensibles aux «sens du goût et des saveurs» (Le Breton, 2015) et souhaitent approfondir un certain «vocabulaire gustatif» lié à leur territoire et à leur terroir. Comme l'expliquent ces artisans, non sans une pointe d'humour, c'est bien cette nature particulière, les fleurs et les saisons qui «goûtent» le terroir des Hautes-Laurentides qu'il faut définir et refléter :

Ici, dans les Hautes-Laurentides, on est dans le Bouclier canadien. On a un sol argilo-calcaire, ça donne une signature. Dans les vins, c'est un peu ça. Le vin, il goûte différent parce qu'en Alsace c'est plus argileux, en Provence c'est plus sablonneux. [Sa femme demande : «Nous, ça va goûter quoi?»] Nous... ben, on ne le sait pas parce qu'on n'est pas encore rendus là, [rire] mais on travaille là-dessus. (Antoine et Marie, chefs-restaurateurs)

On a été un des premiers à faire un travail pour montrer qu'il y a différents goûts selon les saisons. (Laurent, artisan)

#### **d. L'éducation**

L'éducation constitue une valeur centrale de cette éthique du terroir. Dans l'esprit du sociologue québécois Jacques Grand'Maison, l'éducation est «un lieu pour développer ses manières propres de s'exprimer, de penser, de voir et de comprendre le monde et de s'y impliquer» (Grand'Maison, 2015, p. 23). Pour le sociologue Edgar Morin, dans l'éducation comme valeur, «il y a cette ambition de transmettre des savoirs fondamentaux qui constituent une aide au savoir-vivre au plein sens du terme» (Morin, 2014, p. 47).

Certains acteurs interrogés témoignent de cette aspiration à «enseigner à vivre» aux enfants, mais aussi aux autres membres de la communauté. Avec leurs initiatives valorisant l'interdépendance de la nature et de la culture, ils aspirent en effet à «éduquer», «expliquer», «transmettre», «être», «savoir rêver», «faire changer» ou «faire évoluer les mentalités régionales» qui, selon certains, ne sont parfois pas suffisamment «cohérentes», «inclusives», «engagées», «fières» et «collaboratives». Concernant les enjeux sociaux et la culture régionale, plusieurs acteurs du terroir des Hautes-Laurentides souhaitent en effet un certain «enrichissement et une ouverture culturelle», plus «d'implications», «d'engagements» et une plus grande «reconnaissance de l'héritage culturel régional» :

Quand une région est en difficulté, est-ce que la culture va être le moteur de changement? Je ne pense pas que ce soit la première idée qui vienne en tête de tous ici. Je pense que cette mentalité-là est à changer. (Fabrice, hôtelier-restaurateur)

Mais, c'est ça, la relève pour préserver l'histoire régionale, elle est où? Nous, on ne la voit pas à la société d'histoire. On espère qu'une relève va se lever un moment donné pour préserver et revendiquer l'héritage culturel régional. Il faudrait que les jeunes intègrent ça, qu'ils en soient fiers. [...] Il faut sensibiliser les gens à leur histoire personnelle, culturelle et collective. Je pense qu'on sait

mieux où on va quand on sait d'où on vient. (Serge, histoire et gouvernance régionale)

En ce sens, quelques personnes interrogées souhaitent une plus grande « implication », une « mentalité plus positive » des acteurs de la gouvernance régionale, des entrepreneurs du terroir eux-mêmes et des autres membres de la région vis-à-vis des initiatives qui relèvent du terroir. Certains voudraient une plus grande « ouverture d'esprit » face aux pratiques agricoles biologiques, aux « produits du terroir » et aux « commerces de proximité » :

Tu vois, il y avait une épicerie fine à Mont-Laurier, pis, eeh, je veux dire, elle n'y arrivait pas vraiment. C'est difficile, tu vois. C'est encore élitiste [le biologique]. C'est encore trop vu dans la région, pour certaines personnes, comme un truc de hippies. Pour eux, c'est comme un monde à part, ça ne leur appartient pas. Ce n'est pas leurs trucs. C'est sûr que du coup, quand tu pars avec cette base-là pour développer quelque chose de distinctif, ben.... ce n'est pas tout le monde hein qui comprend. (Laurent, artisan)

Notre plus gros défi, c'est de faire connaître notre magasin et de convaincre les gens que c'est pas parce qu'on est petit que c'est plus cher que les grandes chaînes. Souvent même, on est moins cher que les prix en circulaire. Sauf que les gens, ils n'osent pas entrer venir voir pour comparer. Tsé, c'est ça le plus gros défi, changer les mentalités par rapport au petit commerce de proximité. (Sylvie, commerçante et productrice)

Écoutez, on a vraiment de beaux produits du terroir. Ça, il n'y a pas de doute. C'est juste dommage que les gens ne les connaissent pas. Les gens de la région ne les connaissent pas. [...] Ici, les gens ont la chance de pouvoir venir goûter aux produits de la région, pis apprêtés de façon gastronomique sans que ça lui coûte un bras. À 39,95 \$ une table comme ça avec du cerf rouge ou du sanglier, ce n'est pas cher. Il faut que les gens du coin sachent mieux ce qu'on a dans la région en termes de produits. (Stéphane, chef-restaurateur)

Comme autres importants défis liés à « l'éducation » au terroir, certains acteurs souhaitent que les pratiques alimentaires concrètes « évoluent », car celles-ci ne promeuvent pas suffisamment le terroir régional et ses entrepreneurs. Par exemple, il est question d'une plus grande sensibilisation à « l'achat local », à « la qualité plutôt qu'au bas prix » et à « la signature locale ». Pour une productrice, un des défis majeurs concerne les « lieux d'achats alimentaires » qui demeurent pour plusieurs les grandes épiceries conventionnelles et où il est encore souvent difficile de s'y procurer des produits locaux et régionaux. Celle-ci voit cette pratique comme « un manque d'éducation à l'achat local et aux commerces de proximité » :

Je sais que la pratique commune, ici, c'est de partir une fois aux 2-3 semaines pis d'aller chez Wal-Mart ou chez Costco pour faire le plein d'affaires. Je ne pense pas que ce soit juste parce que les gens ne sont pas conscientisés ou qu'ils ne sont pas sensibles aux producteurs locaux. Je pense que c'est une question de réalité économique, de temps et surtout, c'est comme un automatisme sauf que cette pratique d'acheter en gros dans des filiales étrangères impacte vraiment les entrepreneurs locaux. Il faut mieux éduquer les gens. [...] C'est une éducation à l'achat local qu'il y a à faire d'abord pour les gens de la région. Le produit local, pour le local. (Louise, éleveuse de bovins)

En « enseignant » le *terroir*, plusieurs acteurs souhaitent ainsi participer à l'élaboration de nouveaux modèles citoyens et d'espaces politiques durables et conviviaux. En effet, *éduquer*, expliquer, transmettre, être, apprendre à vivre autrement sont autant de clés pour la connaissance pratique, technique et critique que pour l'apprentissage d'un savoir-être et d'un savoir-vivre inhérent à l'apprentissage d'une « éthique du terroir ». Résolument tournés vers l'avenir, les initiateurs d'activités liées au terroir désirent « montrer l'exemple » en cultivant une culture terroir-iste :

C'est la culture le problème. Les gens ont tellement peur de perdre leur temps à cuisiner. Nous on désire leur montrer que cuisiner, c'est loin d'être une perte de temps. [...] On explique les aliments d'ici, les recettes, les techniques qu'on a utilisées pour qu'ils comprennent ce

qu'ils mangent. Ici, on essaie aussi de répondre au manque de connaissance des produits et savoir-faire en cuisine. Par notre table gourmande, on veut éduquer, sensibiliser, apprendre aux gens. (Antoine et Marie, chefs-restaurateurs)

Notre moment de la journée, c'est le souper. Je m'assois à table avec mes enfants pis il n'y a pas d'histoire de télé. Ça, c'est sacré. Le souper, c'est sacré. Je prends le temps de cuisiner minimum une heure pour qu'elles voient la valeur de mon travail [d'agricultrice], qu'elles apprennent les choses d'ici et qu'on s'assoit ensemble pis qu'on mange quelque chose de bon. (Alice, éleveuse d'ovins)

## Conclusion

Les initiatives liées au terroir, au même titre que d'autres éco-initiatives comme l'agriculture biologique, l'alimentation locale ou encore l'économie solidaire, s'inscrivent dans un mouvement général de mise en œuvre d'activités alternatives dans le domaine agricole et alimentaire. Les initiatives liées au terroir dans les Hautes-Laurentides au Québec ont néanmoins ceci de particulier qu'elles réhabilitent l'importance du sensible et du symbolique dans les liens sociaux régionaux et qu'elles proposent des avenues possibles et souhaitables d'un nouveau bien-vivre post-industriel. C'est en effet dans un contexte marqué par un effondrement du modèle productiviste et industriel forestier, et en réponse à ces transformations qu'émergent ces initiatives. Les activités de transition autour du terroir menées aujourd'hui par de nombreux habitants de la région des Hautes-Laurentides sont riches d'enseignement quant aux possibilités d'une communauté d'*habiter* un milieu autant social que naturel. À travers la mise en œuvre par nombre d'acteurs régionaux de nouvelles initiatives agricoles et alimentaires propres au territoire, cette « éthique du terroir » exprime bien « la volonté et la capacité d'une communauté rurale à refuser la fatalité du déclin et à générer les leviers de son développement par la valorisation des ressources diversifiées de son milieu de vie » (Vachon, 2011). En stimulant l'intelligence géographique et la créativité sociale de la communauté, le *terroir* est porteur de valeurs sociales et environnementales qui donnent sens à la notion elle-

même, mais aussi aux projets et pratiques que les acteurs régionaux mettent en œuvre dans la MRC Antoine-Labelle. Non sans difficulté, les acteurs du terroir de cette MRC mettent en œuvre d'autres manières d'habiter le territoire et d'y faire communauté. C'est assurément dans les années à venir qu'il sera possible d'apprécier pleinement l'impact socioculturel de cette éthique du terroir – ou de cette transition par le terroir mise en marche depuis une dizaine d'années dans la communauté régionale. La région des Hautes-Laurentides, comme de nombreux autres milieux ruraux québécois, offre des alternatives terroir-istes dans les domaines des modes de vie, de l'agriculture et de l'alimentation qui sont porteuses d'avenir, en particulier dans un contexte global marqué par l'urgence écologique et la déterritorialisation des rapports sociaux.

## Références

- ACOSTA, A. (2014). *Le Buen Vivir*, Paris, Les Éditions Utopia.
- ALLAIRE, G. et B. DAVIRON (2017). *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, Paris, Quae.
- ARIÈS, P. (2015). *Écologie et cultures populaires. Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Paris, Les Éditions Utopia.
- ARIÈS, P. (2012). *Le socialisme gourmand: Le Bien-vivre: un nouveau projet politique*, Paris, La Découverte.
- ASSELIN, H. (2007). « Emplois en dent de scie. Exploration des facteurs invoqués pour expliquer les crises l'industrie forestière québécoise », *Greenpeace*, mis en ligne en 2007, <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2008/3/emplois-dent-scie.pdf>, consulté le 22 août 2019.
- BEDNIK, A. (2016). *Extractivisme / exploitation industrielle de la nature: logiques, conséquences, résistances*, Paris, Le Passager Clandestin.
- BELLEMARE, G. et J.-L. KLEIN (2011). *Innovation sociale et territoriale. Convergences théoriques et pratiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- BÉRARD, L. et P. MARCHENAY (2004). *Les produits de terroir. Entre cultures et règlements*, Paris, CNRS éditions.
- BERNSTEIN, H. (2019). *L'agriculture à l'ère de la mondialisation. Transformations agraires et dynamiques de classes*, Paris, Éditions critiques.
- BERQUE, A. (2010). *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin.
- BOULIANNE, M. (2010). « Valorisation des terroirs et économie morale au 21<sup>e</sup> siècle : le cas des fromages fins au Québec », *Cuisine*, vol. 2, n<sup>o</sup> 2, mise en ligne 7 septembre 2010, <https://id.erudit.org/iderudit/044350ar>

- CAILLÉ, A. et al. (2018). *Des sciences sociales à la science sociale. Fondements anti-utilitaristes*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- CAILLÉ, A. (2013). *Manifeste Convivialiste. Déclaration d'interdépendance*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- CAILLÉ, A. et al. (2011). *De la convivialité. Dialogues sur la société à venir*, Paris, La Découverte.
- CASTORIADIS, C. et D. COHN-BENDIT (2014). *De l'écologie à l'autonomie*, Lormont, Le bord de l'eau.
- CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT D'ANTOINE-LABELLE. «Portrait socio-économique de la MRC d'Antoine-Labelle», mis en ligne en 2011, [http://www.cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/portrait\\_socio-economique\\_mrcal.PDF](http://www.cld-antoine-labelle.qc.ca/doc/portrait_socio-economique_mrcal.PDF), consulté 22 août 2019.
- CHAZOULE, C. et R. LAMBERT (2011). «Ancrage territorial et formes de valorisation des productions localisées au Québec», *Économie rurale*, 2, n° 322, p. 11-23.
- CSERGO, J. (2016). *La gastronomie est-elle une marchandise culturelle comme les autres?*, Paris, Menu Fretin.
- DELÉAGE, E. (2013a). *Agricultures à l'épreuve de la modernisation*, Paris, Quae.
- DELÉAGE, E. (2013b). *Ravages productivistes, résistances paysannes*, Lormont, Bord de l'eau.
- DELFOSSÉ, C. (2011). *La mode du terroir et des produits alimentaires*, Paris, Les Indes savantes.
- DEMAZIÈRE, D. (2007). «À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés», *Langage et société*, n° 121-122, p. 85-100.
- DOIDY, É. et M. GATEAU (dir.) (2019). *Reprendre la terre. Agriculture et critique sociale*, Nancy, Kairos.
- DUBAR, C. (2006). *Faire de la sociologie. Un parcours d'enquêtes*, Paris, Belin.
- DURAND-FOLCO, J. (2015). «Bâtir, habiter et penser la transition par le milieu», *Milieu(x)*, n° 2, Québec, Éditions Habiter, p. 51-57.
- DUSSAULT, G. (1983). *Le Curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec (1850-1900)*, Montréal, Hurtubise HMH.
- FORTIN, M.-J. et M. HANDFIELD (2016). *Repenser l'innovation hors métropole. L'action publique dans le secteur bioalimentaire*, Rimouski, Éditions du GRIDEQ.
- FUMEY, G. (2010). *Manger local, manger global. L'alimentation géographique*, Paris, CNRS.
- GENEST, B. (2001). «Une question d'identité. Terroirs d'ici, mythes ou réalités ?», *Cap-aux-Diamants*, n° 65, p. 10-14.
- GRAND'MAISON, J. (2015). *Ces valeurs dont on parle si peu. Essai sur l'état des mœurs au Québec*, Montréal, Carte blanche.

- HINRICH, C. (2014). «Transitions to sustainability: a change in thinking about food systems change?», *Agriculture and Human Values*, vol. 31, p.143-155.
- ILLICH, I. (1973). *La Convivialité*, Paris, Seuil.
- JEAN, B. (2012). «Les territoires ruraux au Québec: vers un modèle de développement territorial durable», *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, vol. 4, p. 649-672.
- JEAN, B. (2010). «La multifonctionnalité des territoires ruraux: Une nouvelle perspective de développement territorial», dans JEAN, B. et D. LAFONTAINE (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux. Enjeux théoriques et d'action publique*, Rimouski, GRIDEQ-CRDT, p. 211-228.
- JONAS, H. (2013 [1979]). *Le principe responsabilité: Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion.
- KLEIN, J.-L. et al. (2016). *L'innovation locale à l'épreuve du global. Un défi pour les acteurs*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- KLEIN, J.-L. et M. ROY (2013). *Pour une nouvelle mondialisation: le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES (IRIS) et S. TREMBLAY-PÉPIN (dir.) (2015). *Les ressources. Dépossession. Une histoire économique du Québec contemporain*, Montréal, LUX.
- LARDELLIER, P. (2011). *La métamorphose des cultures. Sociétés et organisations à l'ère de la globalisation*, Dijon, Éd. Universitaire de Dijon.
- LARRÈRE, C. et É. POMMIER (2013). *L'éthique de la vie chez Hans Jonas*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- LE BRETON, D. (2015). *La saveur du monde*, Paris, Éditions Métailié.
- LEOPOLD, A. (2014). *Pour la santé de la terre*, Genève, Éditions Corti.
- LÉTOURNEAU, L. et L.-É. PIGEON (dir.) (2018). *L'éthique du hamburger. Penser l'agriculture et l'alimentation au XXI<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- MATHIEU, N. (2014). «Mode d'habiter: un concept à l'essai pour penser les interactions hommes-milieus», dans Chenorkian, R. et S. Robert (dir.), *Les interactions hommes-milieus: questions et pratiques de la recherche en environnement*, Versailles, Quae, p. 97-130.
- MUNDLER, P. et J. ROUCHIER (2016). *Alimentation et proximité. Jeu d'acteurs et territoire*, Dijon, Éducagri.
- MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE (MERN). «Portrait territorial des Laurentides», mis en ligne en 2006, <https://www.mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/portrait-laurentides.pdf>, consulté le 22 août 2019.

- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (MAMOT). « Répertoire des laboratoires ruraux. Politique nationale de la ruralité 2007-2014 », mis en ligne en mai 2010, [http://www.messources.org/fichiers/ressources/fichiers/Repertoire\\_laboratoires\\_ruraux\\_-\\_avril2010-v1.pdf](http://www.messources.org/fichiers/ressources/fichiers/Repertoire_laboratoires_ruraux_-_avril2010-v1.pdf), consulté le 22 août 2019.
- MORIN, E. (2014). *Enseigner à vivre: Manifeste pour changer l'éducation*, Arles, Actes sud.
- NAESS, A. (2008). *Écologie, communauté et styles de vie*, Paris, Éditions Dehors.
- NANTEL, L. (2015). « Agriculture. Les limites du modèle agricole québécois », dans IRIS et TREMBLAY-PÉPIN, S. (dir.), *Les ressources. Dépossession. Une histoire économique du Québec contemporain*, Montréal, LUX, p. 25-68.
- OLIVIER DE SARDAN, J-P. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant.
- OSTROM, E. (2010). *La gouvernance des biens communs: Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Belgique, De Boeck.
- PAILLÉ, P. et A. MUCCHIELLI (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin.
- PAQUETTE, J., A. LACASSAGNE et R. NELSON (2018). « Patrimoine et territorialisations : les imaginaires culturels du terroir dans la région des Laurentides au Québec », *Revue d'études canadiennes*, vol. 52, n° 1, p. 193-216.
- PELLUCHON, C. (2015). *Les Nourritures: Philosophie du corps politique*, Paris, Seuil.
- PINEAU, E. (2019). *La corne de vache et le microscope. Le vin « nature », entre sciences, croyances et radicalités*, Paris, La Découverte.
- PIGEON, L-É. (2018). « L'éthique de l'environnement », dans Létourneau, L. et L-É. Pigeon (dir.), *L'éthique du hamburger. Penser l'agriculture et l'alimentation au XXI<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 125-158.
- POULAIN, J-P. (2012). *Dictionnaire des cultures alimentaires*, Paris, PUF.
- RAINVILLE, R. (2016). *La résilience par le terroir: une sociologie du bien-vivre dans les Hautes-Laurentides*, Mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université de Montréal, [en ligne] <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/18847>.
- RENARD, J. (2002). *Les mutations des campagnes. Paysages et structures agraires dans le monde*, Paris, Armand Colin.
- ROSA, H. (2018). *Résonance: Une sociologie de la relation au monde*, Paris, La Découverte.
- ROSA, H. et C. HENNING (2018). *The good life beyond growth. New perspectives*, Londres, Routledge.
- SANTOS, B. (2016). *Épistémologies du Sud: mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer.

- SINAÏ, A *et al.* (2015). *Petit traité de résilience locale*, Paris, Charles Léopold Mayer.
- SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DE LA /D'ANTOINE-LABELLE. «Diagnostic territorial: Bilan et Enjeux de développement Vers un schéma d'aménagement et de développement de 3<sup>e</sup> génération», mis en ligne en janvier 2013, [https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/bilan\\_et\\_enjeux\\_-\\_version\\_finale.pdf](https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/bilan_et_enjeux_-_version_finale.pdf), consulté le 22 août 2019.
- SIMARD, M. (2011). «Transformation des campagnes et nouvelles populations rurales au Québec et en France: une introduction», dans Simard, M. (dir.), «Les nouveaux ruraux dans les campagnes au Québec et en France: impacts et défis», *Revue Canadienne des Sciences Régionales/Canadian Journal of Regional Sciences*, vol. 34, n<sup>o</sup> 4, p. 105-114.
- VACHON, B. (2011). «Évolution récente du Québec rural, 1961-2014. De l'exode au puissant désir de campagne», Tome 2, dans VACHON, B., *La passion du rural. Quarante ans d'écrits, de paroles et d'actions pour que vive le Québec rural*, Québec, Éditions Trois-Pistoles.